

La Vie Internationale

26 Juin 52

Retour de Washington

Winston Churchill ne s'était sans doute pas rendu à Washington pour donner à la prépondérance américaine un nouvel éclat. Cependant, décidé à renouer l'amitié de l'Angleterre et des Etats-Unis compromise par six ans de gouvernement travailliste, il s'est résigné à aligner la politique britannique sur les objectifs des Etats-Unis et à flatter le Congrès pour s'assurer un succès personnel et faciliter la tâche du chancelier de l'Echiquier pour obtenir les crédits indispensables. Ce n'est pas ce que l'opinion anglaise attendait : les railleries des travaillistes et la gêne des conservateurs traduit cette déception.

On reproche à Churchill d'avoir accepté un commandant naval américain pour l'Atlantique et d'avoir consenti par avance à s'associer à une intensification de la guerre contre la Chine communiste en cas d'échec des pourparlers de Pan-Mun-Jon sans avoir obtenu en contre-partie un appui efficace en Perse et en Egypte. Ce n'est pas l'échange d'étain et d'aluminium contre de l'acier qui peut tenir lieu de compensation. Le retentissement de cet alignement anglais sur l'opinion est considérable. L'Angleterre ayant cédé quelle puissance peut espérer aujourd'hui s'opposer à la détermination américaine ?

La continuité de la politique américaine.

Les critiques de beaucoup d'Américains contre Truman et Acheson sont injustes. En cédant moralement la place au général Eisenhower, le président a sauvé son parti d'une défaite électorale en novembre et assuré aux yeux du monde la continuité de la politique américaine. Aucun plan ne pouvait être réalisé tant qu'on se demandait si l'élection d'un Taft n'allait pas tout remettre en question. En six ans de pouvoir Truman a obtenu, pour son pays la direction du monde libre. Il laissera à son successeur la terrible responsabilité de la maintenir. Mais une volonté qui ne connaît plus de résistance, est à la merci d'une faute. Malgré ses qualités éprouvées de diplomatie et de prudence, le général Eisenhower a la formation d'un militaire de carrière. Les Etats-Unis ont eu déjà des soldats pour chefs, mais c'étaient des chefs de milices, non des professionnels. Qu'ils l'aient voulu ou non, les Etats-Unis sont aujourd'hui une puissance militaire où l'armée jouera le premier rôle.

Vers les réalisations.

En quelques jours, la plupart des problèmes litigieux ont été virtuellement réglés. L'armée européenne sera bientôt établie. Churchill lui a donné sa bénédiction. Le nouveau premier belge s'est rangé au point de vue américain. Le

porte-parole du chancelier Adenauer, M. Blank, a donné les grandes lignes de la participation allemande. Fait plus significatif encore, le chef des Syndicats allemands, pourtant en majorité social-démocrates, a donné un démenti à Schumacher en approuvant le projet de conscription. Mais comme le plan Schuman, l'armée européenne n'est qu'un moyen d'arriver à l'intégration économique et politique de l'Europe continentale.

Les déclarations d'Eisenhower.

Eisenhower dans une conférence de presse s'est exprimé clairement là-dessus. Il demande la convocation d'une convention pour préparer les plans d'une autorité commune aux pays de l'Europe occidentale et en même temps il en exclut expressément l'Angleterre. « Avec ses responsabilités mondiales, dit-il, et le caractère mondial du Commonwealth, elle forme déjà une union économique et politique et je ne vois pas comment elle pourrait se fondre avec l'Europe occidentale d'aujourd'hui », et il a ajouté que lorsque cette unité serait réalisée

et l'équilibre des forces entre le monde soviétique et le monde libre rétabli, la peur d'une menace unilatérale aura disparu et il ne restera plus qu'une lutte, qu'on espère pacifique, entre deux idéologies.

Départ de Vichinsky.

M. Vichinsky est rentré à Moscou. Se rend-il compte du mauvais service qu'il a rendu à sa cause à Paris ? Le prestige de l'U.R.S.S. a fondu à l'O.N.U. Non seulement il n'a pu faire obstacle à aucun plan américain, mais on peut dire qu'il en a facilité la réalisation.

Le budget des Etats-Unis.

Le budget pour 1952-53 présenté par le président Truman a fait lui aussi une impression profonde : il représente à lui seul deux fois et demi le revenu national de l'Angleterre.

65 milliards de dollars seront directement ou indirectement consacrés à la préparation de la défense nationale, sans pour cela entraver le développement économique du Pays. Aussi assiste-t-on en Angleterre et ailleurs à une crise de conscience assez curieuse parmi les socialistes modérés. Ils se demandent devant cette expansion sans heurt de la puissance des Etats-Unis si, en Europe, les nationalisations et l'Etat-providence n'ont pas précipité la décadence matérielle et morale des peuples dont ils devaient assurer le bien-être.

La Social-démocratie allemande est en pleine crise, le travaillisme anglais n'a dû qu'à son échec électoral de n'être pas coupé en deux. L'aile modérée devenant une sorte de nouveau parti libéral. En France même il suffirait d'un mouvement d'union nationale pour que le parti se disloque aussi. Les Soviétiques avaient, en bons matérialistes, compris que la force est le meilleur moteur et le meilleur soutien des idéologies. Sans elle elles se décomposent.

Cependant si l'humanité manque à l'idéologie bolchevique, une certaine puissance morale manque aussi à ce qu'on peut appeler en gros l'idéologie américaine. Si celle-ci bénéficie de la manifestation de force qui se déploie avec elle, il lui faudrait pour s'imposer au sentiment des peuples un certain humanisme qui lui manque. Les Américains le sentent et cherchent à y suppléer : sans l'adhésion du cœur et de la foi, l'idéologie suit les fluctuations de la force brute et succombe avec elle, ce qui est déjà si sensible pour le Stalinisme.

Le problème africain.

Ceci nous amène à parler des difficultés de la France en Tunisie. Seule peut-être de toutes les Nations, la France a donné quelque chose de son âme aux peuples qu'elle a dirigés. Assam pacha, chef de la Ligue arabe, ne disait-il pas la répugnance que le Monde musulman éprouve à entrer en conflit avec la France ? La requête tunisienne à l'O.N.U., comme la précédente affaire marocaine, n'a finalement pas été appuyée par les pays musulmans. L'Angleterre ne bénéficie nulle part de ce genre de scrupules ; encore moins, si l'occasion s'en présentait, la Russie et les Etats-Unis. Aussi, malgré des fautes, en dépit de l'évolution adverse des événements, la France par sa seule puissance morale conserve une chance de maintenir, avec les modifications imposées par les circonstances une véritable communauté impériale.

CRITON.